

HOOFDSTUK 23. — *Slotbepalingen*

**Art. 59** - Artikel 2 van het decreet van 25 oktober 2010 houdende pedagogische en administratieve vernieuwingen in het onderwijs wordt opgeheven.

**Art. 60** - Dit decreet treedt in werking op 1 september 2014, met uitzondering van :

1° artikel 56, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2009;

2° artikel 43, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2012;

3° artikel 39, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 2013;

4° de artikelen 17, 20 en 58, die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2013;

5° de artikelen 29, 30, 51 en 57, die in werking treden op de dag waarop dit decreet wordt aangenomen;

6° artikel 10, dat in werking treedt op 1 januari 2015.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.  
Eupen, 5 mei 2014.

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen,  
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid,  
O. PAASCH

De Minister van Cultuur, Media en Toerisme,  
Mevr. I. WEYKMANS

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
H. MOLLERS

—  
Nota

Zitting 2013-2014

*Parlementaire stukken* : 211 (2013-2014) Nr. 1 Ontwerp van decreet

211 (2013-2014) Nr. 2+3 Voorstellen tot wijziging

211 (2013-2014) Nr. 4 Verslag + Erratum

*Integraal verslag* : 5 mei 2014 - Nr. 65 Bespreking en aanneming

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204553]

**19 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les dispositions relatives aux centres de télé-accueil**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, notamment les articles 624/1 à 624/26;

Vu le décret du 27 mars 2014 insérant dans la partie décrétable du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé des dispositions relatives aux centres de télé-accueil;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 janvier 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2014;

Vu l'avis n° 56.212/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 mai 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la Santé, donné le 21 février 2014;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Au chapitre 2 du titre 3 du livre 7 de la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, la section 4, intitulée « Centres de télé-accueil » est remplacée par les dispositions suivantes :

« Section 4. — Centres de télé-accueil

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Centres de télé-accueil

Art. 1830. Les services d'aide et de soins visés à l'article 624/2, § 1<sup>er</sup> du Code décrétable comprennent notamment :

1° les services de santé mentale agréés en vertu des dispositions du Code décrétable;

2° les services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes agréés en vertu des dispositions du Code décrétable;

3° les centres de planning et de consultation familiale et conjugale agréés en vertu des dispositions du Code décrétable;

4° les associations de santé intégrées agréées en vertu des dispositions du Code décrétable;

5° l'organisme chargé de la lutte contre la maltraitance des aînés, reconnu en vertu des dispositions du Code décrétable;

6° les plateformes violences conjugales;

7° les équipes SOS Enfants;

8° la Ligue Alzheimer;

9° les partenaires du projet Psy107 de la zone, le cas échéant.

Art. 1831. Le plan d'actions du centre, visé à l'article 624/8, 5°, du Code décrétal, se compose des éléments suivants :

1° son environnement en termes territorial et institutionnel;

2° son organisation générale;

3° les objectifs stratégiques et opérationnels poursuivis;

4° les actions mises en œuvre pour réaliser ces objectifs;

5° le personnel et les moyens affectés aux actions;

6° l'évaluation sous la forme d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs.

Art. 1832. Outre les éléments visés à l'article 624/8, alinéa 2, du Code décrétal, la demande d'agrément du centre comporte le questionnaire relatif aux missions visées aux articles 624/2 à 624/5 du Code décrétal, établi par l'administration et complété par le centre.

Art. 1833. La demande est introduite par envoi recommandé ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Art. 1834. § 1<sup>er</sup>. L'administration accuse réception de la demande d'agrément dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier.

Lorsque le dossier est incomplet, l'administration réclame les documents manquants dans un délai de dix jours à dater de sa réception.

Si, au terme d'un délai de deux mois à dater de la réclamation des documents manquants, le centre n'a pas complété sa demande, celle-ci est jugée irrecevable.

Dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet, l'administration émet un avis sur la demande d'agrément qu'elle transmet au centre.

Le centre dispose d'un délai d'un mois pour y répondre.

Au terme du délai visé à l'alinéa 5, l'administration transmet le dossier complet, accompagné de son avis et des observations éventuelles du centre, au Ministre pour décision.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier.

§ 2. L'administration organise, conformément à l'article 1848, § 1<sup>er</sup>, une inspection visant à évaluer de manière participative le plan d'actions du centre dans un délai de trois ans à dater de l'octroi de l'agrément.

Les conclusions de l'inspection sont transmises dans les trois mois de l'inspection au pouvoir organisateur, qui dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations.

Si l'inspection constate un manquement aux normes, elle applique, le cas échéant, les procédures visées aux articles 1849 à 1849/3.

Art. 1835. Le délai visé à l'article 624/9, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code décrétal est fixé à neuf mois à dater de la notification de l'agrément.

Art. 1836. Les modifications survenues au sein du centre et qui ont trait aux normes d'agrément visées aux articles 624/2 et suivants du Code décrétal, dont notamment le contenu du plan d'actions, sont communiquées à l'administration qui en accuse réception dans les dix jours.

Art. 1837. Le directeur du service assure l'intégration du centre dans la société, ainsi que les contacts avec les services publics et les organismes médicaux, psycho-sociaux, juridiques et d'enseignement.

Le directeur assure la qualité des relations publiques et est responsable de la comptabilité.

Le directeur assure la continuité du service offert, notamment par le biais de la signature de conventions dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 624/12 du Code décrétal.

Le directeur garantit la cohérence de l'action du centre avec celles développées par les autres centres agréés.

Pour pouvoir être engagé, le candidat à ce poste présente un extrait de casier judiciaire vierge et détient un diplôme universitaire en sciences humaines.

Art. 1838. § 1<sup>er</sup>. Le responsable de la formation et de la supervision de l'activité des volontaires s'assure de la qualité et l'efficacité de l'écoute de l'utilisateur.

Pour pouvoir être engagé, le candidat à ce poste présente un extrait de casier judiciaire vierge et se prévaut du titre de psychologue, conformément à la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue.

Le directeur veille à une coordination efficace entre les travailleurs responsables de la formation et de la supervision de l'activité des volontaires.

§ 2. Le centre a le droit de faire appel à des conseillers qualifiés dans des disciplines autres que celles représentées par le personnel de cadre, en fonction des besoins de formation des volontaires.

Art. 1839. Pour pouvoir être engagé au poste de secrétaire, le candidat présente un extrait de casier judiciaire vierge et détient un certificat d'enseignement secondaire supérieur ou tout autre diplôme équivalent reconnu par la Communauté française.

Art. 1840. Les informations relatives à la composition du personnel et à ses modifications sont soumises à l'administration, préalablement ou dans le mois de leur survenance, accompagnées des attestations permettant de déterminer l'ancienneté, d'une copie du contrat de travail ou de son avenant et d'une copie du diplôme ou titre obtenu.

Les modifications apportées à la composition du personnel sont soumises à l'approbation du Ministre ou de son délégué.

Les informations reçues au-delà du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont prises en compte pour l'exercice suivant.

Art. 1841. Le centre conclut avec chacun de ses volontaires une convention définissant les droits et devoirs réciproques.

Le document est signé par le représentant du centre d'une part, et par le volontaire concerné d'autre part. Il y est spécifié que le volontaire ne peut pas se présenter à l'utilisateur comme professionnel.

Art. 1842. Lorsque le centre se trouve dans la situation visée à l'article 624/12, § 2, du Code décrétal, il en informe l'administration dans les sept jours ouvrables par courrier ordinaire.

Le courrier fait état d'un projet présentant les possibilités de compensation que le centre entend mettre en œuvre pour assurer la permanence vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Art. 1843. La formation des volontaires est organisée comme suit :

1° une formation préalable d'apprentissage à l'écoute d'une durée minimum de vingt heures;

2° un stage, qui comprend au moins douze heures d'écoute supervisée.

Art. 1844. Dans le cadre de leur travail, les volontaires sont soumis à une supervision qui comprend au minimum :

1° une supervision mensuelle en groupe;

2° un entretien personnel de supervision ou d'évaluation avec un membre du personnel du cadre, selon les nécessités du service, et au moins une fois tous les deux ans.

Art. 1845. Les réunions visées à l'article 624/16 du Code décretaal font l'objet de procès-verbaux.

Les procès-verbaux sont tenus à disposition de l'administration durant cinq ans.

Art. 1846. § 1<sup>er</sup>. Il est octroyé annuellement au centre agréé, une subvention, destinée à couvrir uniquement les dépenses de personnel minimum, visé à l'article 624/11, § 1<sup>er</sup>, du Code, répartie comme suit :

1° pour un équivalent temps plein chargé de la direction et de l'organisation du centre :

a) 59.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 0 à 4 ans;

b) 66.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique 5 à 9 ans;

c) 71.500 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 10 à 14 ans;

d) 78.500 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 15 à 19 ans;

e) 83.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 20 ans et plus;

2° pour un équivalent temps plein de secrétariat :

a) 37.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 0 à 4 ans;

b) 40.500 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique 5 à 9 ans;

c) 45.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 10 à 14 ans;

d) 49.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 15 à 19 ans;

e) 52.500 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 20 à 24 ans;

f) 56.500 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 25 ans;

3° pour un équivalent temps plein responsable de la formation et de la supervision de l'activité d'écoute des volontaires :

a) 59.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 0 à 4 ans;

b) 66.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique 5 à 9 ans;

c) 71.500 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 10 à 14 ans;

d) 78.500 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 15 à 19 ans;

e) 83.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 20 ans et plus.

Les montants sont rattachés à l'indice-pivot 122,01 dont la base est celle de 2004 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et sont liés aux fluctuations de l'indice-santé, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

§ 2. Il est octroyé annuellement au centre agréé un montant de 3.600 euros pour l'octroi d'une prime au personnel chargé de la direction et de l'organisation du centre.

Le montant est rattaché à l'indice-pivot 122,01 dont la base est celle de 2004 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et est lié aux fluctuations de l'indice-santé, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

§ 3. Il est octroyé annuellement au centre agréé un forfait de fonctionnement de 28.200 euros.

Le montant est rattaché à l'indice-pivot 122,01 dont la base est celle de 2004 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux règles prescrites par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Seule la première indexation de l'exercice, visée à l'alinéa 2, est appliquée au forfait visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Art. 1847. § 1<sup>er</sup>. Sont admises à charge des subventions, dans les limites des obligations faites aux employeurs, les dépenses relatives au personnel qui sont définies par le Ministre.

La rémunération du personnel visé à l'article 624/11, § 1<sup>er</sup>, du Code décretaal est uniquement prise à charge de la subvention à concurrence des échelles barémiques admises par la commission paritaire dont dépendent les centres, en ce compris la valorisation des heures inconfortables prestées par le personnel affecté aux missions réalisées dans le cadre de l'agrément.

§ 2. Les frais de fonctionnement pouvant être mis à charge des subventions, ainsi que les règles d'amortissement des biens de type patrimonial sont définis par le Ministre.

Art. 1848. § 1<sup>er</sup>. Le contrôle et l'évaluation des activités du centre sont menés par l'inspection organisée par l'administration qui :

1° vérifie la conformité aux dispositions adoptées par ou en application du chapitre 2/1 du Titre 2 du Livre VI de la deuxième partie du Code décretaal, notamment le respect des conditions d'agrément et du maintien de celui-ci;

2° évalue le plan d'actions.

Pour le premier volet, le directeur veille à la disposition de l'administration les conventions institutionnelles et la comptabilité.

Pour le second volet, le directeur veille à la présence de tous les employés lors de l'inspection.

§ 2. Les conclusions de l'inspection sont portées à la connaissance du pouvoir organisateur, dans le respect de la procédure visée à l'article 1834, § 2, alinéa 2.

§ 3. Sauf circonstances particulières ou exceptionnelles, les inspections des centres s'effectuent à intervalle régulier de trois ans au moins.

Art. 1849. Lorsque l'administration constate un manquement aux normes fixées par ou en application du chapitre 2/1 du Titre 2 du Livre VI de la deuxième partie du Code décrétal, elle notifie par toute voie conférant date certaine à l'envoi la nature de celui-ci au pouvoir organisateur, ainsi que le délai de mise en conformité.

Art. 1849/1. Au terme du délai, elle émet, le cas échéant, une proposition de suspension ou de retrait de l'agrément qu'elle notifie au pouvoir organisateur.

Le pouvoir organisateur est convoqué à une audition afin de faire valoir ses arguments. Il peut se faire assister d'un conseil de son choix et accéder à l'entièreté des données le concernant.

Un procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et transmis au pouvoir organisateur qui dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations.

Au terme du délai visé, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision.

Art. 1849/2. Le Ministre statue sur la proposition de suspension ou de retrait dans un délai de deux mois.

Art. 1849/3. En cas de suspension de l'agrément, il appartient au pouvoir organisateur de notifier à l'administration qu'il s'est mis en conformité avec les conditions d'agrément.

L'inspection constate le bien-fondé de la mise en conformité.

Sur avis favorable de l'inspection, la suspension est levée par le Ministre à partir de la date de notification de mise en conformité.

#### Sous-section 2. — Cellule de coordination

Art. 1849/4. Un appel à déposer une demande de reconnaissance est publié au *Moniteur belge* accompagné d'un formulaire établi par le Ministre, qui contient au moins les éléments suivants :

1° l'identification du pouvoir organisateur;

2° la description de son organigramme;

3° le programme d'activités visé à l'article 624/25, § 2, alinéa 2, du Code décrétal;

4° l'évaluation des objectifs atteints et non atteints lorsqu'il s'agit d'une demande de renouvellement.

Art. 1849/5. Les demandes sont introduites par envoi recommandé ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Lorsque le dossier est incomplet, l'administration réclame les documents manquants dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception du dossier.

L'administration accuse réception de toute demande de reconnaissance dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet.

Les demandes sont transmises à la Commission wallonne de la Santé.

La Commission rend son avis selon les modalités prévues à l'article 3, 10°, du Code décrétal.

L'avis est transmis au Ministre qui dispose de deux mois pour statuer.

La décision de reconnaissance comporte le programme d'activités tel qu'approuvé pour la période de reconnaissance.

Toute modification apportée au programme d'activités en cours de reconnaissance est soumise à l'approbation du Ministre.

Art. 1849/6. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue à la Cellule de Coordination reconnue une subvention d'un montant de 60.000 euros.

Le montant est rattaché à l'indice-pivot 122,01 dont la base est celle de 2004 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux règles prescrites par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 2. Sont admises à charge des subventions, les dépenses effectuées par la Cellule aux fins de la mise en œuvre de son programme d'activités, conformément à l'article 1846, § 2.

Art. 1849/7. Lorsque la Cellule est reconnue, elle se soumet à l'évaluation organisée annuellement par l'administration.

L'évaluation est menée sur la base du rapport d'activités au regard des éléments suivants :

1° les moyens affectés aux missions et le contenu des actions réalisées;

2° les objectifs atteints et non atteints en fonction des indicateurs repris dans le programme d'activités. »

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 1839 du même code, inséré par l'article 2 du présent arrêté, les secrétaires employées par un centre agréé au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté et ne répondant pas aux conditions de diplôme requises peuvent continuer à occuper la fonction de secrétariat visé à l'article 624/11, § 1<sup>er</sup>, 2°, du Code décrétal.

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 12/1, § 1<sup>er</sup>, du même Code, pour le premier et le deuxième exercice à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, une avance de nonante pour cent de la subvention de l'année en cours est liquidée au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année de la subvention.

**Art. 5.** Le plan d'actions, visé à l'article 37 du décret du 27 mars 2014 insérant, dans la partie décrétale du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, des dispositions relatives aux centres de télé-accueil, est introduit par le centre, dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, auprès de l'administration, par envoi recommandé ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Namur, le 19 juin 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204553]

**19 JUNI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de tele-onthaalcentra**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 624/1 tot 624/26;

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 waarbij bepalingen betreffende de tele-onthaalcentra in het decreetgevend gedeelte van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid ingevoegd worden;

Gelet op het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 januari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 januari 2014;

Gelet op het advies nr. 56.212/4 van de Raad van State, gegeven op 21 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la Santé" (Waalse Gezondheidscommissie), gegeven op 21 februari 2014;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.**Art. 2.** In hoofdstuk 2 van titel 3 van boek 7 van het tweede deel van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt afdeling 4, met als opschrift « Tele-onthaalcentra », vervangen als volgt :« *Afdeling 4. — Tele-onthaalcentra*

Onderafdeling 1. — Tele-onthaalcentra

Art. 1830. De hulp- en zorgverleningsdiensten bedoeld in artikel 624/2, § 1, van het decreetgevend wetboek omvatten met name :

1<sup>o</sup> de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, erkend krachtens de bepalingen van het decreetgevend wetboek;2<sup>o</sup> de zorg- en hulpverleningsdiensten gespecialiseerd in verslavingen, erkend krachtens de bepalingen van het decreetgevend wetboek;3<sup>o</sup> de centra voor levens- en gezinsvragen, erkend krachtens de bepalingen van het decreetgevend wetboek;4<sup>o</sup> de verenigingen inzake geïntegreerde gezondheidszorg, erkend krachtens de bepalingen van het decreetgevend wetboek;5<sup>o</sup> het orgaan belast met de bestrijding van de mishandeling van senioren, erkend krachtens de bepalingen van het decreetgevend wetboek;6<sup>o</sup> de platforms inzake echtelijk geweld;7<sup>o</sup> de ploegen SOS Kinderen;8<sup>o</sup> de Alzheimerliga;9<sup>o</sup> de partners van het project Psy107 van het gebied, in voorkomend geval.Art. 1831. Het actieplan van het centrum, bedoeld in artikel 624/8, 5<sup>o</sup>, van het decreetgevend wetboek, bestaat uit de volgende elementen :1<sup>o</sup> de omgeving ervan op territoriaal en institutioneel vlak;2<sup>o</sup> de algemene organisatie ervan;3<sup>o</sup> de nagestreefde strategische en operationele doelstellingen;4<sup>o</sup> de acties gevoerd om die doelstellingen te halen;5<sup>o</sup> het personeel en de middelen bestemd voor de acties;6<sup>o</sup> de evaluatie in de vorm van kwantitatieve of kwalitatieve indicatoren.

Art. 1832. Naast de elementen bedoeld in artikel 624/8, tweede lid, van het decreetgevend wetboek, bevat de aanvraag tot erkenning van het centrum de vragenlijst betreffende de opdrachten bedoeld in de artikelen 624/2 tot 624/5 van het decreetgevend wetboek, opgemaakt door de administratie en aangevuld door het centrum.

Art. 1833. De aanvraag wordt ingediend bij aangetekend schrijven of via processen inzake elektronisch aangetekend schrijven waarbij het bewijs van de zending en van het tijdstip van de zending verkregen kan worden, alsook het bewijs van de identiteit van de verzender.

Art. 1834. § 1. De administratie bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van tien dagen die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

Als het dossier onvolledig is, eist de administratie de ontbrekende stukken binnen een termijn van tien dagen die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

Als het centrum na afloop van een termijn van twee maanden, die ingaat op de datum waarop de ontbrekende stukken opgeëist worden, zijn aanvraag niet vervolledigd heeft, wordt de aanvraag onontvankelijk geacht.

De administratie geeft advies over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van twee maanden, met ingang op de datum van ontvangst van het volledige dossier, en stuurt ze aan het centrum.

Het centrum beschikt over een maand om een antwoord te geven.

Na afloop van de termijn bedoeld in het vijfde lid richt de administratie het volledige dossier voor beslissing aan de Minister, samen met haar advies en de eventuele bemerkingen van het centrum.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van twee maanden die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

§ 2. De Administratie organiseert, overeenkomstig artikel 1848, § 1, een inspectie om het actieplan van het centrum op participatieve wijze te evalueren binnen een termijn van drie jaar, te rekenen vanaf de datum van toekenning van de erkenning.

De conclusies van de inspectie worden binnen drie maanden na de inspectie overgemaakt aan de inrichtende macht, die over één maand beschikt om haar bemerkingen te laten gelden.

Als de inspectie een overtreding van de normen vaststelt, past ze desgevallend de in de artikelen 1849 tot 1849/3 bedoelde procedures toe.

Art. 1835. De termijn bedoeld in artikel 624/9, eerste lid, van het decreetgevend wetboek wordt vastgelegd op negen maanden, te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van de erkenning.

Art. 1836. De wijzigingen die zich binnen het centrum hebben voorgedaan en die betrekking hebben op de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 624/2 en volgende van het decreetgevend wetboek, waaronder de inhoud van het actieplan, worden meegedeeld aan de administratie, die ontvangst bericht binnen tien dagen.

Art. 1837. De directeur van de dienst zorgt voor de integratie van het centrum in de maatschappij, alsook voor de contacten met de openbare diensten en de medische, psycho-sociale, juridische en onderwijsinstellingen.

De directeur ziet toe op de kwaliteit van de publieke relaties en is verantwoordelijk voor de boekhouding.

De directeur zorgt voor de continuïteit van de aangeboden dienst, met name via de ondertekening van overeenkomsten in het kader van de uitvoering van artikel 624/12 van het decreetgevend wetboek.

De directeur garandeert de cohesie van de actie van het centrum met de acties die door de andere erkende centra ontwikkeld worden.

Om in dienst te worden genomen legt de kandidaat voor die post een uittreksel uit zijn blanco strafregister voor en beschikt hij over een universitair diploma in de humane wetenschappen.

Art. 1838. § 1. De verantwoordelijke voor de opleiding en de supervisie van de activiteit van de vrijwilligers vergewist zich van de kwaliteit en de efficiëntie van hun luisterbereidheid naar de gebruiker toe.

Om in dienst te kunnen worden genomen, legt de kandidaat voor die post een uittreksel uit zijn blanco strafregister voor en beschikt hij over de titel van psycholoog, overeenkomstig de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog.

De directeur zorgt voor een efficiënte coördinatie tussen de werknemers die verantwoordelijk zijn voor de opleiding en de supervisie van de activiteit van de vrijwilligers.

§ 2. Al naar gelang van de opleidingsbehoeften van de vrijwilligers, heeft het centrum het recht om een beroep te doen op gekwalificeerde adviseurs in andere vakken dan degene die door het kaderpersoneel vertegenwoordigd worden.

Art. 1839. Om als secretaris in dienst te kunnen worden genomen legt de kandidaat een uittreksel uit zijn blanco strafregister voor en beschikt hij over een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of over elke ander gelijkwaardig diploma erkend door de Franse Gemeenschap.

Art. 1840. De inlichtingen over de samenstelling van het personeel en de desbetreffende wijzigingen worden vooraf of binnen de maand waarin ze plaatsvinden aan de administratie overgemaakt, samen met de attesten op grond waarvan de anciënniteit bepaald kan worden, een afschrift van het arbeidscontract of van het aanhangsel bij het contract en een afschrift van het diploma of van de behaalde titel.

De wijzigingen in de samenstelling van het personeel worden ter goedkeuring aan de Minister of aan zijn gemachtigde voorgelegd.

De informatie die ontvangen wordt buiten de termijn bedoeld in het eerste lid wordt voor het volgende boekjaar in aanmerking genomen.

Art. 1841. Het centrum sluit met elk van zijn vrijwilligers een overeenkomst waarin de wederzijdse rechten en plichten vastliggen.

Het document wordt ondertekend door de vertegenwoordiger van het centrum, enerzijds, en door de betrokken vrijwilliger, anderzijds. De overeenkomst bepaalt dat de vrijwilliger zich niet als professional bij de gebruiker mag melden.

Art. 1842. Als het centrum verkeert in de toestand bedoeld in artikel 624/12, § 2, van het decreetgevend wetboek, verwittigt het de administratie binnen zeven kalenderdagen per gewone post.

In het schrijven wordt gewag gemaakt van een ontwerp met de compensatiemogelijkheden waarin het centrum van plan is te voorzien om vierentwintig uur op vierentwintig dienst te waarborgen.

Art. 1843. De opleiding van de vrijwilligers wordt georganiseerd als volgt :

1° een voorafgaande leeropleiding van minimum twintig uren inzake luistervermogen;

2° een proeftijd bestaande uit minstens twaalf uren gesuperviseerde luistertechniek.

Art. 1844. In het kader van hun werk worden de vrijwilligers onderworpen aan een toezicht dat hoe dan ook bestaat uit :

1° een maandelijks groepsgewijs toezicht;

2° een persoonlijk toezichts- of evaluatieonderhoud met een personeelslid van de personeelsformatie, al naar gelang van de behoeften van de dienst en minstens één keer om de twee jaar.

Art. 1845. De vergaderingen bedoeld in artikel 624/16 van het decreetgevend wetboek zijn het voorwerp van notulen.

De notulen worden gedurende vijf jaar ter beschikking van de administratie gesteld.

Art. 1846. § 1. Jaarlijks wordt een subsidie aan het erkende centrum verleend ter dekking van uitsluitend de uitgaven voor het minimumpersoneel bedoeld in artikel 624/11, § 1, van het Wetboek. Die subsidie wordt verdeeld als volgt :

1° voor een voltijds equivalent belast met de directie en de organisatie van het centrum :

a) 59.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 0 tot 4 jaar;

b) 66.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 5 tot 9 jaar;

c) 71.500 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 10 tot 14 jaar;

d) 78.500 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 15 tot 19 jaar;

e) 59.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 20 jaar en meer;

2° voor een voltijds equivalent belast met secretariaat :

- a) 37.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 0 tot 4 jaar;
- b) 40.500 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 5 tot 9 jaar;
- c) 45.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 10 tot 14 jaar;
- d) 49.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 15 tot 19 jaar;
- e) 52.500 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 20 tot 24 jaar;
- f) 59.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 25 jaar;

3° voor een voltijds equivalent verantwoordelijk voor de opleiding en het toezicht op de luisteractiviteit van de vrijwilligers :

- a) 59.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 0 tot 4 jaar;
- b) 66.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 5 tot 9 jaar;
- c) 71.500 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 10 tot 14 jaar;
- d) 78.500 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 15 tot 19 jaar;
- e) 83.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 20 jaar en meer;

De bedragen worden gekoppeld aan de spilindex 122,01, waarvan de basis die van 2004 is die toepasselijk is op 1 januari 2003, en aan de schommelingen van de gezondheidsindex, overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

§ 2. Jaarlijks wordt aan het erkende centrum een bedrag van 3.600 euro verleend voor de toekenning van een premie aan het personeel belast met de directie en de organisatie van het centrum.

Het bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 122,01, waarvan de basis die van 2004 is die toepasselijk is op 1 januari 2003, en aan de schommelingen van de gezondheidsindex, overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

§ 3. Jaarlijks wordt een vast bedrag van 28.200 euro voor werkingskosten aan het erkende centrum verleend.

Het bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 122,01, waarvan de basis die van 2004 is die toepasselijk is op 1 januari 2003, en aan de schommelingen van de index van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Alleen de eerste indexering van het boekjaar, bedoeld in het tweede lid, wordt toegepast op het vaste bedrag bedoeld in het eerste lid.

Art. 1847. § 1. De door de Minister bepaalde personeelsuitgaven komen in aanmerking voor subsidies binnen de verplichtingen die aan de werknemers opgelegd worden.

De bezoldiging van het personeel bedoeld in artikel 624/11, § 1, van het decreetgevend wetboek komt slechts in aanmerking voor de subsidie naar rato van de weddeschalen aangenomen door de paritaire commissie waaronder de centra ressorteren, met inbegrip van de opwaardering van de lastige uren gepresteerd door het personeel dat aangesteld is voor de opdrachten die in het kader van de erkenning uitgevoerd worden.

§ 2. De werkingskosten die voor subsidies in aanmerking komen, alsook de regels voor de afschrijving van patrimoniale goederen worden door de Minister bepaald.

Art. 1848. § 1. De activiteiten van het centrum worden gecontroleerd en geëvalueerd door de inspectie die georganiseerd wordt door de administratie, die :

1° nagaat of voldaan wordt aan de bepalingen aangenomen bij of overeenkomstig hoofdstuk 2/1 van Titel 2 van Boek VI van het tweede deel van het decreetgevend wetboek, met name de naleving van de erkenningsvoorwaarden en het behoud van de erkenning;

2° het actieplan evalueert.

Wat het eerste luik betreft, zorgt de directeur ervoor dat de institutionele overeenkomsten en de boekhouding ter beschikking van de administratie gesteld worden.

Wat het tweede luik betreft, zorgt de directeur ervoor dat alle werknemers bij de inspectie aanwezig zijn.

§ 2. De conclusies van de inspectie worden ter kennis van de inrichtende macht gebracht met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 1834, § 2, tweede lid.

§ 3. Behoudens bijzondere of buitengewone omstandigheden, worden de inspecties van de centra minstens om de drie jaar uitgevoerd.

Art. 1849. Als de administratie vaststelt dat de normen vastgelegd bij of overeenkomstig hoofdstuk 2/1 van Titel 2 van Boek VI van het tweede deel van het decreetgevend wetboek overtreden worden, geeft ze de inrichtende macht kennis van de aard van de overtreding door elk middel dat vaste datum aan de zending verleent, alsook van de termijn waarin orde op zaken gesteld moet worden.

Art. 1849/1. Na afloop van die termijn doet ze desgevallend een voorstel tot opschorting of intrekking van de erkenning, dat ze aan de inrichtende macht richt.

De inrichtende macht wordt voor een verhoor opgeroepen om haar argumenten te laten gelden. Zij kan zich door een adviseur van haar keuze laten bijstaan en inzage nemen van alle gegevens die haar betreffen.

Een proces-verbaal van verhoor dat van elk nieuw element vergezeld gaat, wordt opgemaakt en gericht aan de inrichtende macht, die over vijftien dagen beschikt om haar bemerkingen in te dienen.

Na afloop van bedoelde termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgelegd.

Art. 1849/2. De Minister spreekt zich over het voorstel tot opschorting of intrekking uit binnen een termijn van twee maanden.

Art. 1849/3. In geval van opschorting van de erkenning moet de inrichtende macht de administratie laten weten dat ze zich met de erkenningsvoorwaarden in overeenstemming heeft gebracht.

De inspectie stelt de gegrondheid van het in overeenstemming brengen vast.

Op gunstig advies van de inspectie wordt de opschorting door de Minister opgeheven op de datum van kennisgeving van het in overeenstemming brengen ervan.

#### Onderafdeling 2. — Coördinatieceel

Art. 1849/4. Een oproep tot indiening van een erkenningsaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, samen met een door de Minister opgemaakt formulier dat minstens de volgende elementen bevat :

- 1° de identificatie van de inrichtende macht;
- 2° de omschrijving van haar organogram;
- 3° het activiteitenprogramma bedoeld in artikel 624/25, § 2, tweede lid, van het decreetgevend wetboek;
- 4° de evaluatie van de gehaalde en niet gehaalde doelstellingen als het gaat om een hernieuwingsaanvraag.

Art. 1849/5. De aanvragen worden ingediend bij aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronisch aangetekende zending waarmee de zending, het tijdstip van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden.

Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt de administratie de ontbrekende documenten op binnen een termijn van tien werkdagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

De administratie bericht ontvangst van elke erkenningsaanvraag binnen een termijn van tien werkdagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier.

De aanvragen worden gericht aan de "Commission wallonne de la Santé".

De Commissie brengt advies uit volgens de modaliteiten waarin artikel 3, 10°, van het decreetgevend wetboek voorziet.

Het advies wordt gericht aan de Minister, die over twee maanden beschikt om te beslissen.

De beslissing tot erkenning omvat het activiteitenprogramma zoals goedgekeurd voor de erkenningsperiode.

Elke wijziging die in de loop van de erkenningsperiode in het activiteitenprogramma wordt aangebracht wordt ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd.

Art. 1849/6. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering een subsidie van 60 000 euro aan de erkende coördinatieceel.

Het bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 122,01 waarvan de basis die van 2004 is die toepasselijk is op 1 januari 2013 en aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

§ 2. De uitgaven die de Cel doet voor de uitvoering van haar activiteitenprogramma, komen in aanmerking voor subsidies, overeenkomstig artikel 1846, § 2.

Art. 1849/7. Als de Cel erkend is, onderwerpt ze zich aan de evaluatie die jaarlijks door de administratie georganiseerd wordt.

De evaluatie wordt op basis van het activiteitenverslag verricht met inachtneming van de volgende elementen :

- 1° de middelen uitgetrokken voor de opdrachten en de inhoud van de verwezenlijkte acties;
- 2° de behaalde en niet behaalde doelstellingen op grond van de indicatoren opgenomen in het activiteitenprogramma. »

**Art. 3.** In afwijking van artikel 1839 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 2 van dit besluit, mogen de secretaresses die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit door een erkend centrum tewerkgesteld zijn en niet aan de diplomaverenissen voldoen de in artikel 624/11, § 1, 2°, van het decreetgevend wetboek bedoelde secretariaatfunctie blijven uitoefenen.

**Art. 4.** In afwijking van artikel 12/1, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt voor het eerste en het tweede boekjaar, met ingang op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een voorschot van negentig percent van de subsidie voor het lopende jaar uitbetaald uiterlijk 1 maart van het jaar van de subsidie.

**Art. 5.** Het actieplan bedoeld in artikel 37 van het decreet van 27 maart 2014 waarbij bepalingen betreffende de tele-onthaalcentra in het decreetgevend gedeelte van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid ingevoegd worden, wordt binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit door het centrum bij de administratie ingediend bij aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronisch aangetekende zending waarmee de zending, het tijdstip van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Namen, 19 juni 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX